



**PREFECTURE  
DE PARIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°75-2022-534

PUBLIÉ LE 13 JUILLET 2022

# Sommaire

## **Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d Île-de-France / Unité départementale de Paris**

75-2022-05-23-00011 - Arrêté modificatif d'agrément d'un organisme de service à la personne - CAP FAMILY (A) (2 pages)	Page 3
75-2022-05-18-00007 - Récépissé de déclaration d'un organisme d'un service à la personne - CAPONETTO Donata (1 page)	Page 6
75-2022-05-23-00012 - Récépissé de déclaration d'un organisme de service à la personne - CAP FAMILY (2 pages)	Page 8
75-2022-05-18-00012 - Récépissé de déclaration d'un organisme de service à la personne - CHARBONNIER Nathalie (1 page)	Page 11
75-2022-05-18-00010 - Récépissé de déclaration d'un organisme de service à la personne - GROUPE ENOSI SOLIDARITE (1 page)	Page 13
75-2022-05-18-00009 - Récépissé de déclaration d'un organisme de service à la personne - JOUGLA Lucas (1 page)	Page 15
75-2022-05-18-00008 - Récépissé de déclaration d'un organisme de service à la personne - MOKHTARI Dihia (1 page)	Page 17
75-2022-05-18-00011 - Récépissé de déclaration d'un organisme de service à la personne - TIGHEDINE Rezika (1 page)	Page 19

Direction régionale et interdépartementale de  
l'économie, de l'emploi, du travail et des  
solidarités d Île-de-France

75-2022-05-23-00011

Arrêté modificatif d'agrément d'un organisme de  
service à la personne - CAP FAMILY (A)



PRÉFET DE PARIS

*DIRECTION RÉGIONALE ET INTERDÉPARTEMENTALE  
DE L'ÉCONOMIE, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES  
SOLIDARITÉS  
UNITÉ DÉPARTEMENTALE DE PARIS*

**Arrêté modifiant l'agrément  
d'un organisme de services à la personne  
N° SAP817553142**

Vu le code du travail, notamment ses articles L.7232-1, R.7232-1 à R.7232-11 et D.7231-1;

Vu le cahier des charges prévu à l'article R.7232-6 du code du travail;

Vu l'agrément du 04/10/2021 accordé à l'organisme CAP FAMILY;

Vu la demande de modification d'agrément présentée le 13 avril 2022, par Monsieur Jean-Christophe GUIGNABODET en qualité de Coordinateur ;

**Le préfet de Paris**

**Arrête :**

Article 1<sup>er</sup>

L'agrément de l'organisme CAP FAMILY, dont l'établissement principal est situé 78bis rue Joseph de Maistre 75018 PARIS, accordé pour une durée de cinq ans à compter du 3 novembre 2021 porte également, à compter du 23 mai 2022, sur les activités suivantes selon le mode d'intervention indiqué et les départements suivants :

- Garde d'enfant de moins de 3 ans à domicile (y compris enfants handicapés) (uniquement en mode mandataire) - (33, 37, 41, 44, 45, 75, 79, 91, 92, 93, 94)
- Accompagnement hors domicile des enfants de moins de 3 ans (promenades, transports, acte de la vie courante) ou d'enfants de moins de 18 ans en situation de handicap (uniquement en mode mandataire) - (33, 37, 41, 44, 45, 75, 79, 91, 92, 93, 94)
- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes âgées (hors actes de soins relevant d'actes médicaux) (uniquement en mode mandataire) - (33, 37, 41, 44, 45, 75, 79, 91, 92, 93, 94)
- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (hors actes de soins relevant d'actes médicaux) , y compris les enfants handicapés de plus de 3 ans (uniquement en mode mandataire) - (33, 37, 41, 44, 45, 75, 79, 91, 92, 93, 94)
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (uniquement en mode mandataire) - (33, 37, 41, 44, 45, 75, 79, 91, 92, 93, 94)
- Accompagnement hors domicile des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (promenades, aide mobilité et transports acte de la vie courante) (uniquement en mode mandataire) - (33, 37, 41, 44, 45, 75, 79, 91, 92, 93, 94)

**L'échéance de l'agrément reste inchangée.**

Article 2

Si l'organisme envisage de fournir des activités autres que celles pour lesquelles il est agréé ou d'exercer ses activités sur un département autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément.

Si l'organisme propose des activités de garde ou d'accompagnement d'enfant de moins de 3 ans, il devra solliciter une modification préalable de son agrément en cas de changement de mode d'intervention.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'une information préalable auprès de l'unité départementale.

### Article 3

Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-9 du code du travail.
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail,
- exerce d'autres activités que celles pour lesquelles il a été agréé,
- ne transmet pas au préfet compétent les statistiques mentionnées à l'article R.7232-9 du code du travail.

### Article 4

Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

### Article 5

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il peut, dans les deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Driets - unité départementale du Val-de-Marne ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 6 rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex 13.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification en saisissant Tribunal administratif de Paris 7 rue de Jouy 75181 Paris cedex 04..

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à Paris, le 23 mai 2022

Pour le préfet de la région d'Ile-de-France,  
Préfet de Paris,  
et par délégation du directeur régional de la  
Driets d'Ile-de-France,  
Par subdélégation,  
La responsable de service  
F. de Morédon

Direction régionale et interdépartementale de  
l'économie, de l'emploi, du travail et des  
solidarités d Île-de-France

75-2022-05-18-00007

Récépissé de déclaration d'un organisme d'un  
service à la personne - CAPONETTO Donata



**PRÉFET  
DE PARIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Economie,  
de l'Emploi, du Travail et des Solidarités  
Unité Départementale de Paris  
Direction des Entreprises, de l'Emploi et des Solidarités

**Récépissé de déclaration  
d'un organisme de service à la personne  
enregistré sous le n° SAP 912541281**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

**LE PREFET DE PARIS**

CONSTATE :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DRIEETS - UNITE DEPARTEMENTALE DE PARIS le 19 avril 2022 par Madame CAPONETTO Donata, en qualité de micro-entrepreneur, pour l'organisme CAPONETTO Donata dont le siège social est situé 33, rue des Pyrénées 75020 PARIS et enregistré sous le N° SAP 912541281 pour les activités suivantes :

**Activité(s) relevant uniquement de la déclaration – Mode prestataire**

- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Petits travaux de jardinage
- Garde enfant de plus de 3 ans à domicile
- Livraison de courses à domicile
- Accompagnement des enfants de plus de 3 ans, en dehors de leur domicile
- Accompagnement des personnes qui ont besoin d'une aide temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques) pour promenades, aide à la mobilité et transport, actes de la vie courante
- Assistance des personnes qui ont besoin d'une aide temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques) (hors actes de soins relevant d'actes médicaux)

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-20 du code du travail.

Le présent récépissé de déclaration n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Paris, le 18 mai 2022

Pour le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris et par délégation,  
du directeur régional de la DRIEETS d'Ile-de-France,  
par subdélégation, la responsable de service

Florence de MONREDON

Direction régionale et interdépartementale de  
l'économie, de l'emploi, du travail et des  
solidarités d Île-de-France

75-2022-05-23-00012

Récépissé de déclaration d'un organisme de  
service à la personne - CAP FAMILY



**PRÉFET  
DE PARIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Economie,  
de l'Emploi, du Travail et des Solidarités  
Unité Départementale de Paris  
Direction des Entreprises, de l'Emploi et des Solidarités

**Récépissé de déclaration  
d'un organisme de service à la personne  
enregistré sous le n° SAP 817553142**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

**LE PREFET DE PARIS**

CONSTATE :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la Drieets - unité départementale de Paris le 13 avril 2022 par Monsieur Jean-Christophe GUIGNABODET en qualité de Coordinateur, pour l'organisme CAP FAMILY dont l'établissement principal est situé 78bis rue Joseph de Maistre 75018 PARIS et enregistré sous le N° SAP817553142 pour les activités suivantes :

**Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode mandataire) :**

- Garde enfant de plus de 3 ans à domicile
- Accompagnement des enfants de plus de 3 ans, en dehors de leur domicile

**Activité(s) relevant de la déclaration et soumise(s) à agrément de l'État (mode mandataire) :**

- Garde d'enfant de moins de 3 ans à domicile (y compris enfants handicapés) (33, 37, 41, 44, 45, 75, 79, 91, 92, 93, 94)
- Accompagnement hors domicile des enfants de moins de 3 ans (promenades, transports, acte de la vie courante) ou d'enfants de moins de 18 ans en situation de handicap (33, 37, 41, 44, 45, 75, 79, 91, 92, 93, 94)
- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes âgées (hors actes de soins relevant d'actes médicaux) (33, 37, 41, 44, 45, 75, 79, 91, 92, 93, 94)
- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (hors actes de soins relevant d'actes médicaux), y compris les enfants handicapés de plus de 3 ans (33, 37, 41, 44, 45, 75, 79, 91, 92, 93, 94)
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (33, 37, 41, 44, 45, 75, 79, 91, 92, 93, 94)
- Accompagnement hors domicile des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (promenades, aide mobilité et transports acte de la vie courante) (33, 37, 41, 44, 45, 75, 79, 91, 92, 93, 94)

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-20 du code du travail.

Le présent récépissé de déclaration n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Paris, le 23/05/2022

Pour le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris et par délégation,  
du directeur régional de la DRIEETS d'Ile-de-France,  
par subdélégation, la responsable de service  
Florence de MONREDON

*La présente décision peut, à compter de sa publication, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la DRIEETS - Unité Départementale de Paris ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - Direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 6, rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex 13.*

*Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication auprès du Tribunal administratif de Paris 7 rue de Jouy 75181 Paris cedex 04.*

*Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

*En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.*

DRIEETS- Unité Départementale de Paris  
Service à la personne (SAP)  
21, rue Madeleine VIONNET - 93 300 Aubervilliers  
Email : idf-ul75.sap@drieets.gouv.fr

Direction régionale et interdépartementale de  
l'économie, de l'emploi, du travail et des  
solidarités d Île-de-France

75-2022-05-18-00012

Récépissé de déclaration d'un organisme de  
service à la personne - CHARBONNIER Nathalie



**PRÉFET  
DE PARIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Economie,  
de l'Emploi, du Travail et des Solidarités  
Unité Départementale de Paris  
Direction des Entreprises, de l'Emploi et des Solidarités

**Récépissé de déclaration  
d'un organisme de service à la personne  
enregistré sous le n° SAP 911729820**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

LE PREFET DE PARIS

CONSTATE :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DRIEETS - UNITE DEPARTEMENTALE DE PARIS le 21 avril 2022 par Mademoiselle CHARBONNIER Nathalie, en qualité de micro-entrepreneur, pour l'organisme « Les Jardins d'Alice » dont le siège social est situé 90, rue de l'Ourcq 75019 PARIS et enregistré sous le N° SAP 911729820 pour les activités suivantes :

**Activité(s) relevant uniquement de la déclaration – Mode mandataire**

- Petits travaux de jardinage
- Travaux de petit bricolage

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-20 du code du travail.

Le présent récépissé de déclaration n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Paris, le 18 mai 2022

Pour le Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris et par délégation,  
du directeur régional de la DRIEETS d'Île-de-France,  
par subdélégation, le responsable de service

Florence de MONREDON

Direction régionale et interdépartementale de  
l'économie, de l'emploi, du travail et des  
solidarités d Île-de-France

75-2022-05-18-00010

Récépissé de déclaration d'un organisme de  
service à la personne - GROUPE ENOSI  
SOLIDARITE



**PRÉFET  
DE PARIS**

*Liberté  
Egalité  
Fraternité*

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Economie,  
de l'Emploi, du Travail et des Solidarités  
Unité Départementale de Paris  
Direction des Entreprises, de l'Emploi et des Solidarités

**Récépissé de déclaration  
d'un organisme de service à la personne  
enregistré sous le n° SAP 911159671**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

**LE PREFET DE PARIS**

CONSTATE :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DRIEETS - UNITE DEPARTEMENTALE DE PARIS le 19 avril 2022 par Madame MATHURIN Kelly, en qualité de présidente, pour l'organisme GROUPE ENOSI SOLIDARITE dont le siège social est situé 59, rue de Ponthieu 75008 PARIS et enregistré sous le N° SAP 911159671 pour les activités suivantes :

**Activité(s) relevant uniquement de la déclaration – Mode prestataire**

- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Garde enfant de plus de 3 ans à domicile
- Soutien scolaire ou cours à domicile
- Préparation de repas à domicile (inclus le temps passé aux courses)
- Assistance administrative à domicile
- Accompagnement des enfants de plus de 3 ans, en dehors de leur domicile
- Accompagnement des personnes qui ont besoin d'une aide temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques) pour promenades, aide à la mobilité et transport, actes de la vie courante
- Assistance des personnes qui ont besoin d'une aide temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques) (hors actes de soins relevant d'actes médicaux)
- Coordination et délivrance des SAP

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-20 du code du travail.

Le présent récépissé de déclaration n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Paris, le 18 mai 2022

Pour le Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris et par délégation,  
du directeur régional de la DRIEETS d'Île-de-France,  
par subdélégation, la responsable de service

Florence de MONREDON

Direction régionale et interdépartementale de  
l'économie, de l'emploi, du travail et des  
solidarités d Île-de-France

75-2022-05-18-00009

Récépissé de déclaration d'un organisme de  
service à la personne - JOUGLA Lucas



**PRÉFET  
DE PARIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Economie,  
de l'Emploi, du Travail et des Solidarités  
Unité Départementale de Paris  
Direction des Entreprises, de l'Emploi et des Solidarités

**Récépissé de déclaration  
d'un organisme de service à la personne  
enregistré sous le n° SAP 912573037**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

**LE PREFET DE PARIS**

CONSTATE :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DRIEETS - UNITE DEPARTEMENTALE DE PARIS le 20 avril 2022 par Monsieur JOUGLA Lucas, en qualité de micro-entrepreneur, pour l'organisme JOUGLA Lucas dont le siège social est situé 65, rue du Ranelagh 75016 PARIS et enregistré sous le N° SAP 912573037 pour les activités suivantes :

**Activité(s) relevant uniquement de la déclaration – Mode prestataire**

- Soutien scolaire ou cours à domicile

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-20 du code du travail.

Le présent récépissé de déclaration n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Paris, le 18 mai 2022

Pour le Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris et par délégation,  
du directeur régional de la DRIEETS d'Île-de-France,  
par subdélégation, la responsable de service

Florence de MONREDON

Direction régionale et interdépartementale de  
l'économie, de l'emploi, du travail et des  
solidarités d Île-de-France

75-2022-05-18-00008

Récépissé de déclaration d'un organisme de  
service à la personne - MOKHTARI Dihia



**PRÉFET  
DE PARIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Économie,  
de l'Emploi, du Travail et des Solidarités  
Unité Départementale de Paris  
Direction des Entreprises, de l'Emploi et des Solidarités

**Récépissé de déclaration  
d'un organisme de service à la personne  
enregistré sous le n° SAP 885031088**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

**LE PREFET DE PARIS**

CONSTATE :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DRIEETS - UNITE DEPARTEMENTALE DE PARIS le 20 avril 2022 par Mademoiselle MOKHTARI Dihia, en qualité de micro-entrepreneur, pour l'organisme MOKHTARI Dihia dont le siège social est situé 8bis, rue Abel 75012 PARIS et enregistré sous le N° SAP 885031088 pour les activités suivantes :

**Activité(s) relevant uniquement de la déclaration – Mode prestataire**

- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Garde enfant de plus de 3 ans à domicile
- Soutien scolaire ou cours à domicile
- Soins esthétiques à domicile des personnes dépendantes
- Préparation de repas à domicile (inclus le temps passé aux courses)
- Accompagnement des enfants de plus de 3 ans, en dehors de leur domicile
- Accompagnement des personnes qui ont besoin d'une aide temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques) pour promenades, aide à la mobilité et transport, actes de la vie courante
- Assistance des personnes qui ont besoin d'une aide temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques) (hors actes de soins relevant d'actes médicaux)

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-20 du code du travail.

Le présent récépissé de déclaration n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Paris, le 18 mai 2022

Pour le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris et par délégation,  
du directeur régional de la DRIEETS d'Ile-de-France,  
par subdélégation, la responsable de service

Florence de MONREDON

Direction régionale et interdépartementale de  
l'économie, de l'emploi, du travail et des  
solidarités d Île-de-France

75-2022-05-18-00011

Récépissé de déclaration d'un organisme de  
service à la personne - TIGHEDINE Rezika



**PRÉFET  
DE PARIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Économie,  
de l'Emploi, du Travail et des Solidarités  
Unité Départementale de Paris  
Direction des Entreprises, de l'Emploi et des Solidarités

**Récépissé de déclaration  
d'un organisme de service à la personne  
enregistré sous le n° SAP 908313620**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

**LE PRÉFET DE PARIS**

CONSTATE :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DRIEETS - UNITÉ DÉPARTEMENTALE DE PARIS le 19 avril 2022 par Mademoiselle TIGHEDINE Rezika, en qualité de micro-entrepreneur, pour l'organisme TIGHEDINE Rezika dont le siège social est situé 8bis, rue Abel 75012 PARIS et enregistré sous le N° SAP 908313620 pour les activités suivantes :

**Activité(s) relevant uniquement de la déclaration – Mode prestataire**

- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Garde enfant de plus de 3 ans à domicile

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-20 du code du travail.

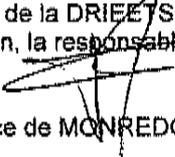
Le présent récépissé de déclaration n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Paris, le 18 mai 2022

Pour le Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris et par délégation,  
du directeur régional de la DRIEETS d'Île-de-France,  
par subdélégation, la responsable de service

  
Florence de MONREDON